



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Assier, le 19 novembre 2020

Communiqué de Presse

Proposition de loi « securite globale » : refusons la logique securitaire du gouvernement !

La proposition de loi dite de « securite globale », deposee par la majorite gouvernementale, entend interdire la diffusion, par tous moyens, de l'image d'un policier, d'un gendarme ou d'un militaire en operation, afin de ne pas porter atteinte physique ou psychique.

Ce texte est une reponse clienteliste du Ministere de l'interieur a la plupart des syndicats de police. Alors que le Parlement a debute l'examen de ce texte, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblees le 17/11 dans de nombreuses villes en France pour denoncer les atteintes a la liberte d'informer et de manifester, et la volonte manifeste d'une surveillance globalisee des citoyens.

Ces divers rassemblements ont mobilise en peu de temps malgre la situation sanitaire. Cela demontre l'etendue des inquietudes face aux risques de reculs majeurs des libertes publiques contenus dans cette proposition de loi. Ces craintes ont ete exprimees par des syndicats, des collectifs, des associations et des citoyen·nes. Elles trouvent echo dans les alertes respectivement prononcees par le Defenseur des Droits, la Commission Consultative des droits de l'homme, ainsi que les rapporteurs speciaux des droits de l'Homme de l'ONU.

La Confederation Paysanne du Lot s'associe a un collectif pour denoncer une logique d'urgence toujours plus securitaire, qui fait passer des lois ayant un impact majeur en pleine crise sanitaire et sans debat democratique. Faisons entendre notre voix pour un autre mode de societe, libre et solidaire, dans laquelle la transition ecologique et l'installation de paysan·nes prevaudrait sur la restriction des libertes !

Nous donnons rendez-vous a toutes les paysan·nes, organisations syndicales, associations de defense des droits humains et citoyen·nes, citoyens·ses des libertes publiques, ce samedi 21 novembre a 11h, a Figéac, devant la sous-prefecture.

Contact : Adeline Garric 06 85 18 84 43
Pierre Dufour 06 74 19 26 02